

## La conjoncture économique et sociale dans la région Grand Est et ses territoires vue par les socio-professionnels du CESER

TABLEAU DE BORD N°22 - 05 JUIN 2024

### « Le resserrement de l'économie se confirme »

Dans un environnement économique mondial qui prévoit une croissance annuelle de l'ordre de 3,2% en 2024, la France envisage de son côté réaliser 1% sur la même période (0,8% pour la zone Euro). Le ralentissement de l'économie que nous constatons se matérialise au travers des carnets de commandes dégradés dans l'ensemble des secteurs de l'industrie et du bâtiment, exception faire pour l'aéronautique. Le secteur du service de son côté demeure toujours bien orienté.

La réindustrialisation des territoires amorcée en 2020 a permis d'identifier 530 projets d'implantations ou d'extensions dans lesquels des investissements étrangers prennent une part significative. Ces éléments permettent d'envisager un redressement progressif de notre économie au sein de laquelle le marché du travail reste sous tension.

#### Tension sur la balance commerciale

Les importations n'ont pas ralenti aussi rapidement que les exportations, entraînant une très forte diminution du solde commercial régional annuel à 0,5 milliard (il était de 6,4 mds en 2021). Auparavant seule région avec l'Occitanie à présenter un solde positif, le Grand Est est désormais dépassé par la Bourgogne.

#### Baisse significative des constructions de logements

On enregistre en 2023 une chute considérable de la construction résidentielle, avec seulement 20 300

nouveaux logements (-12% sur un an), plus faible volume jamais enregistré sur 12 mois.

#### Net recul de l'intérim

Un niveau exceptionnel avait été atteint début 2022 avec un pic à 72 473 intérimaires, deuxième plus haut niveau historique après celui de 2017. Depuis, à l'exception d'un soubresaut fin 2022, leur nombre baisse fortement et ils sont un peu moins de 63 000 au mois de janvier 2024.

#### Le chômage à nouveau à la hausse

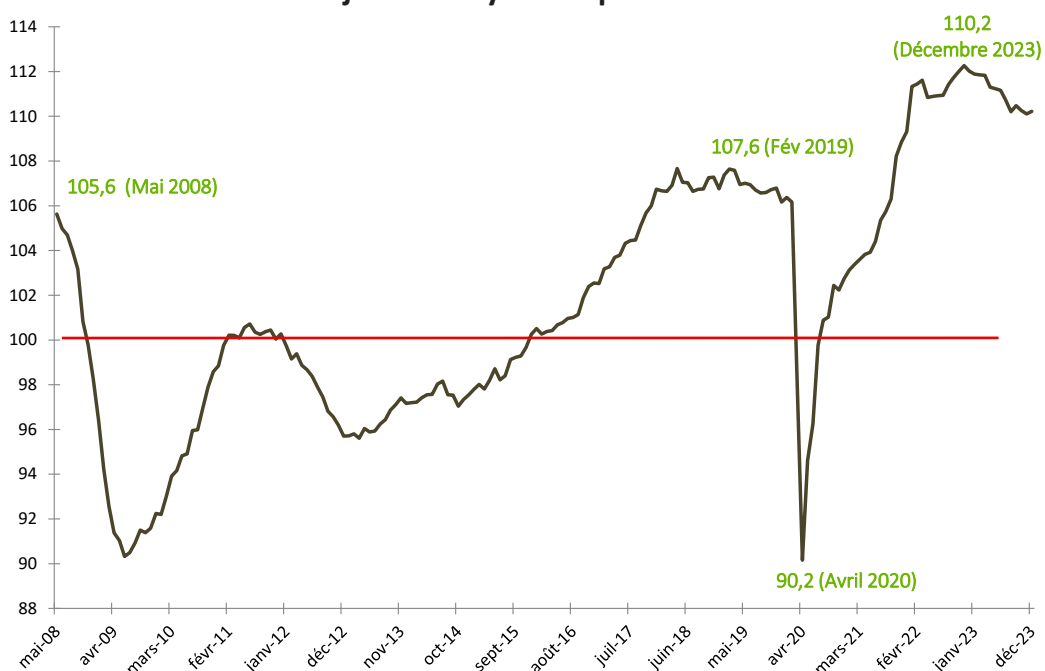
Après être passé pour la première fois de-

puis 2008 sous la barre des 7% début 2023, on note aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestres 2023 une croissance cumulée de 0,5 point.

#### Reconquête industrielle

L'Etat a créé un baromètre permettant de mesurer l'évolution industrielle du pays, comptabilisant le nombre net de nouveaux sites industriels et d'extensions significatives de sites industriels. Le solde est positif en 2023, avec +201. L'Auvergne-Rhône-Alpes pèse un tiers des créations à elle-seule (73), devant Nouvelle-Aquitaine et Normandie. Le Grand Est évolue favorablement, avec 8 créations en 2023.

Indicateur de conjoncture synthétique du CESER Grand Est



L'indicateur de conjoncture synthétique calculé par le CESER se base sur trois indicateurs : niveau des exportations, emploi intérimaire et évolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans. Ces données sont compilées dans un indicateur composite, dont l'écart à la moyenne est mesuré et représenté dans le graphique ci-dessus.

# SOMMAIRE

## 1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- 1 - COMMERCE EXTERIEUR
- 2 - CARNETS DE COMMANDE ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE
- 3 - UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE
- 4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES
- 5 - NUITEES EN HÔTELLERIE
- 6 - CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE
- 7 - CONSTRUCTION NON-RÉSIDENTIELLE (LOCAUX)
- 8 - CREATIONS D'ENTREPRISES
- 9 - DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

## 2. EMPLOI

- 10 - EMPLOI SALARIE DU SECTEUR PRIVE
- 11 - EMPLOI SALARIE PRIVE PAR SECTEUR D'ACTIVITE
- 12 - TRAVAIL INTERIMAIRE

## 3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

- 13 - TAUX DE CHÔMAGE
- 14 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C)
- 15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS
- 16 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS
- 17 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN & ANCIENNETÉ MOYENNE
- 18 - SOLDE DE CREATIONS D'ENTREPRISES DANS L'INDUSTRIE
- 19 - REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA)

## 4. ENVIRONNEMENT TRANSFRONTALIER

- 20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER
- 21 - FRONTALIERS DE LA REGION GRAND EST

# 1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Sur un an :

71,8 milliards d'euros  
d'exportations

20 300  
constructions de logements neufs

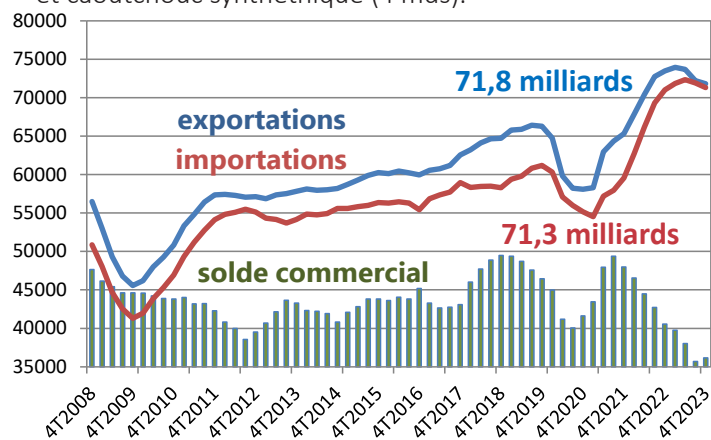
64 756  
créations d'entreprises

-----  
73,6 %  
taux d'utilisation des capacités de production (Mars 2023)

## 1 - COMMERCE EXTÉRIEUR (HORS ENERGIE) - 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2023

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN EUROS COURANTS

**La balance commerciale s'étiole.** La forte évolution de l'import-export post Covid-19, dopée par l'inflation, semblait faiblir ces derniers mois, et on assiste même à une inflexion en 2023. En effet, on enregistre sur l'année 71,8 milliards d'euros d'exports, soit presque 2 milliards de moins qu'en 2022. Cependant, les importations n'ont pas ralenti aussi rapidement que les exportations, entraînant une très forte diminution du solde commercial régional annuel à 0,5 milliard (il était de 6,4 mds en 2021). Auparavant seule région avec l'Occitanie à présenter un solde positif, le Grand Est est désormais dépassé par la Bourgogne-Franche-Comté, avec +0,8 milliards. A l'échelle nationale, on assiste à un retournement de tendance : l'import décroît de 6,7%, tandis que l'export progresse de 2,3%, amenuisant sensiblement le déficit commercial français. Les principaux secteurs exportateurs dans la région sont l'automobile (10,1 mds), le pharmaceutique (6,1 mds), les machines et équipements d'usage général (5,9 mds), les boissons (5,8 mds) et les produits chimiques, azotés, plastiques et caoutchouc synthétique (4 mds).



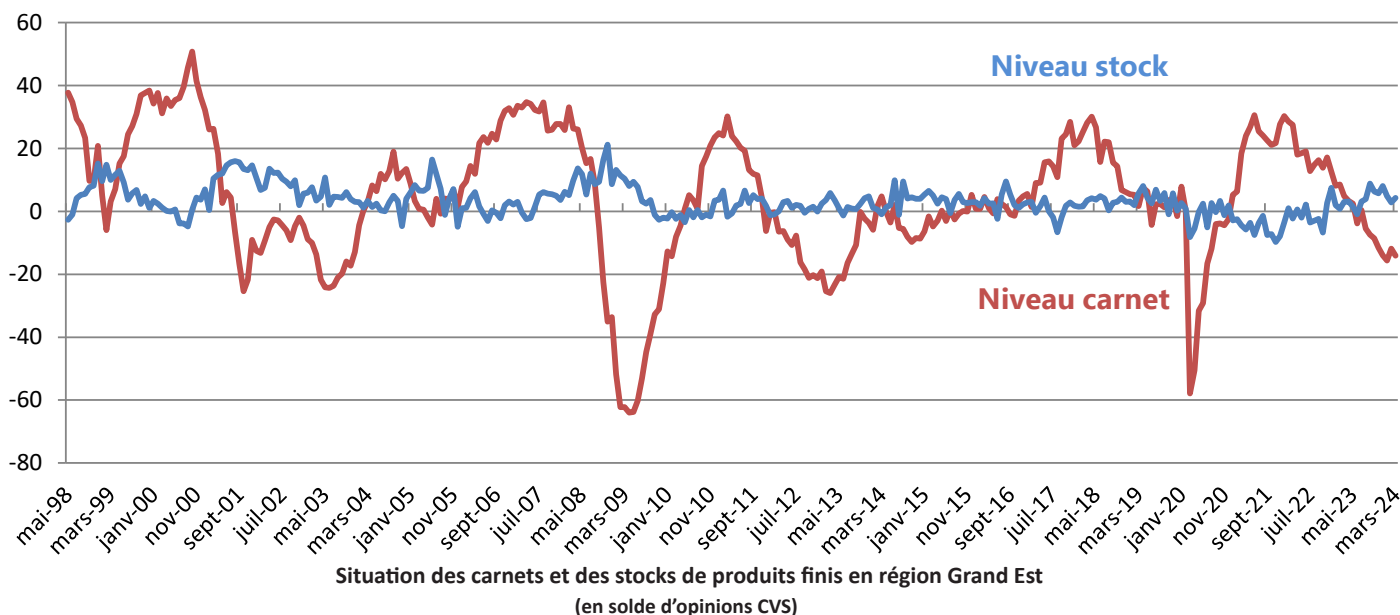
Exportations, importations et solde commercial  
de la région Grand Est  
En moyenne sur 4 trimestres glissants, en millions d'euros courants

	Evolution des exportations en 2023	Exportations en 2023, en millions d'€
Ardennes	-10,0%	2 426
Aube	-1,6%	1 856
Bas-Rhin	-2,7%	23 258
Haute-Marne	10,7%	1 445
Haut-Rhin	-3,5%	13 776
Marne	-0,6%	8 746
Meurthe-et-Moselle	-10,2%	2 857
Meuse	-13,3%	1 502
Moselle	3,9%	13 174
Vosges	-8,1%	2 785
<b>Grand Est</b>	<b>-2,2%</b>	<b>71 825</b>
<b>France</b>	<b>2,3%</b>	<b>609 323</b>

## 2 - CARNETS DE COMMANDES ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE - MARS 2024

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

**Un niveau des carnets de commande qui s'affaïsse.** Toujours insuffisante dans l'ensemble des secteurs industriels (exception faite des matériels de transports), la demande continue de décroître et entraîne mécaniquement la reconstitution des stocks, qui étaient relativement bas depuis la crise Covid-19. Ce constat est à mettre en lien avec notamment la hausse des prix des intrants, aux difficultés de recrutement, ... La production stagne et l'emploi industriel s'érode sensiblement. Le coût des matières premières continue de fléchir, poursuivant la tendance baissière des prix de vente. Globalement, les prévisions sont peu favorables, hormis dans les secteurs agro-alimentaires et automobiles.

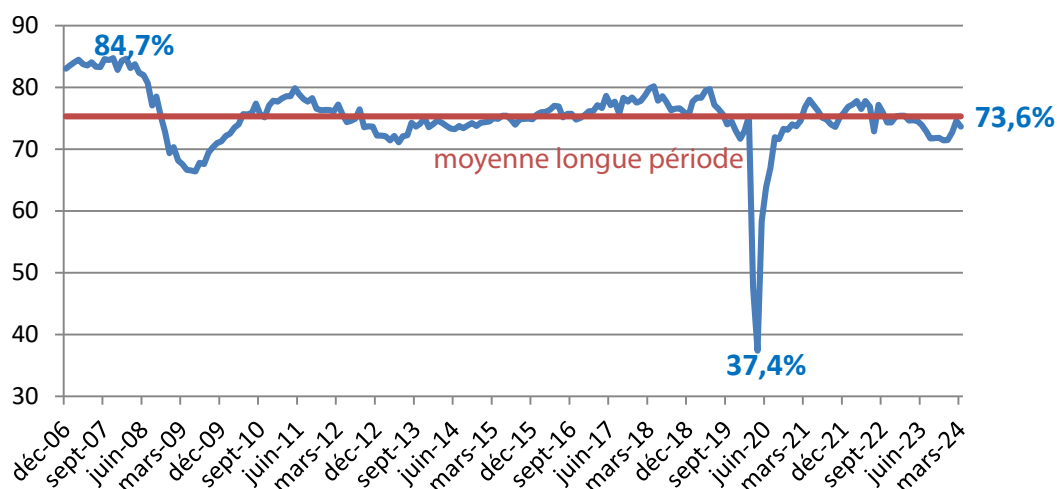


## 3 - UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE - MARS 2024

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

**Sursaut de la production industrielle au premier trimestre 2024.** Alors qu'il avait retrouvé son niveau d'avant-crise dès début 2021, le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie fluctue depuis autour de la moyenne longue période. Il affichait depuis début 2023 un niveau relativement bas, malgré l'atténuation des contraintes d'approvisionnement et des difficultés de recrutement. Cependant, on assiste sur les trois derniers mois à une progression de l'utilisation des capacités de production, (73,6% en mars 2024, soit deux points de plus sur un trimestre), même si elle demeure en deçà de la moyenne longue période.

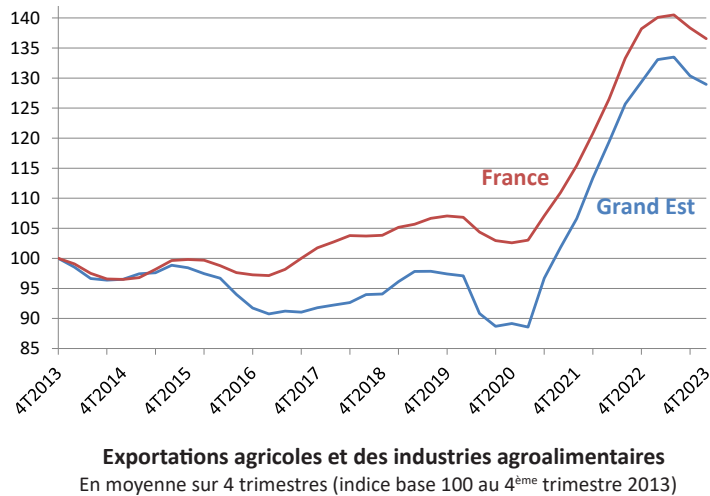
Si la production est dynamique au sein de l'agro-alimentaire et de l'industrie chimique, elle est en recul actuellement dans l'automobile (dû à des difficultés d'approvisionnement), la métallurgie et la production d'équipements électriques et électroniques.



## 4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES - 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2023

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES EN EUROS COURANTS

**Pour ce secteur, la balance commerciale du Grand Est désormais plus élevée que celle de la France.** Les exportations agricoles et agro-alimentaires régionales ont bondi de plus de 25% entre début 2021 et début 2023, favorisées par le contexte inflationniste. Toutefois, depuis un semestre, on observe un fléchissement de l'export (-0,3% en 2023 en région). A la faveur d'un recul de l'import, la balance commerciale se maintient à 7 milliards d'euros, passant pour la première fois devant celle de la France, qui voit elle ses importations progresser de 3% sur l'année, et ses exportations se rétracter de 1,2%. Le Grand Est présente de loin le solde commercial le plus élevé des régions, devant Nouvelle-Aquitaine et Normandie. 4 départements sur 10 affichent encore une croissance annuelle de leurs expéditions agricoles et agro-alimentaires. La Marne et le Bas-Rhin en font partie, totalisant à eux-seuls 63% de l'export régional. Porté par le champagne, le secteur des boissons pèse 5,8 milliards d'euros. Toutefois, ces éléments seront à confirmer à l'aune des prochaines publications.

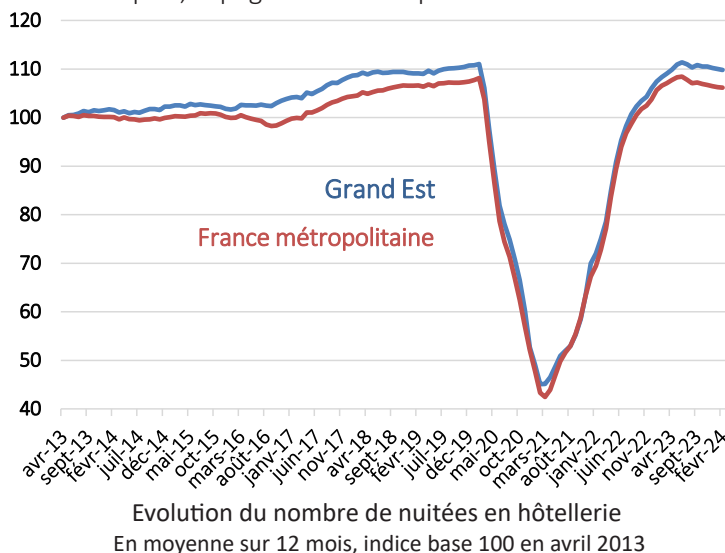


	Evolution des exportations en 2023		Répartition des exportations en 2023, en millions d'euros
Ardennes	-7,4%		516
Aube	10,8%		625
Bas-Rhin	6,8%		2 432
Haute-Marne	23,0%		203
Haut-Rhin	-11,9%		853
Marne	0,7%		5 249
Meurthe-et-Moselle	-10,9%		423
Meuse	-4,2%		408
Moselle	-7,5%		1 102
Vosges	-4,8%		320
<b>Grand Est</b>	<b>-0,3%</b>		<b>12 131</b>
<b>France</b>	<b>-1,2%</b>		<b>82 462</b>

## 5 - NUITÉES EN HÔTELLERIE - FÉVRIER 2024

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

**Légère décélération de la fréquentation touristique.** Après l'effondrement du nombre de nuitées en 2020 avec la crise Covid-19, la fréquentation touristique a retrouvé du tonus dès l'été 2021. Elle aura toutefois mis près de deux ans à retrouver son niveau d'avant-crise, à l'été 2023, avec 14,5 millions de nuitées sur une année. Depuis septembre de la même année, on assiste à un léger fléchissement du nombre de nuitées, même si à la faveur d'un bel été, l'évolution annuelle reste positive (+1,3%). Des disparités sont à noter à l'échelle départementale : si le Bas-Rhin (+3,5% sur un an) et le Haut-Rhin (+2,9%) tirent leur épingle du jeu, la plupart des départements de la moitié Ouest de la région présentent un recul de la fréquentation, jusqu'à 7,2% en Haute-Marne et 6% dans la Meuse. Le retrait de touristes résidents n'est pas compensé par la progression de la clientèle étrangère, même si l'on observe une nette hausse des touristes italiens, britanniques, espagnols et asiatiques.

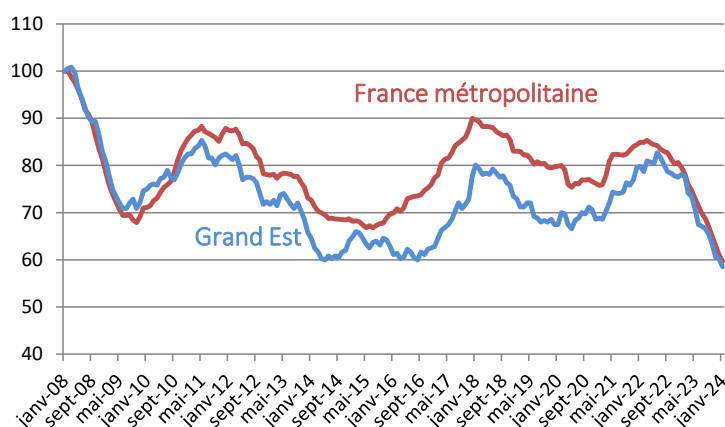


	Evolution des nuitées sur un an		Nombre de nuitées mensuelles moyen sur un an, en milliers
Ardennes	-1,1%		20
Aube	1,7%		66
Marne	2,1%		146
Haute-Marne	-7,2%		26
Meurthe-et-Moselle	-4,3%		85
Meuse	-6,0%		17
Moselle	0,7%		146
Bas-Rhin	3,5%		365
Haut-Rhin	2,9%		252
Vosges	-2,4%		69
<b>Grand Est</b>	<b>1,3%</b>		<b>1 193</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>-0,4%</b>		<b>17 682</b>

## 6 - CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE - JANVIER 2024

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE ET INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

**La construction de logements est à son plus bas niveau historique.** Faisant suite à un creux de trois ans, on notait à partir de début 2021 un retour à un bon niveau de la construction résidentielle, avec un maximum de 28 700 constructions entre Juin 2021 et Juin 2022 (total qui n'avait pas été atteint depuis 2011). Néanmoins, on enregistre en 2023 une chute considérable de la construction résidentielle, avec seulement 20 300 nouveaux logements (-12% sur un an), plus faible volume jamais enregistré sur 12 mois. La tendance des autorisations de constructions se contracte encore plus (-35%). La décrue des mises en chantier est aussi importante en France métropolitaine (-16%), qui enregistre aussi son plus bas niveau historique avec 280 300 nouveaux logements. Au niveau départemental, seules la Meurthe-et-Moselle, la Marne et l'Aube résistent encore. A contrario, de très forts reculs sont observés en Haute-Marne (-48%) ou dans le Bas-Rhin (-29%).



Evolution du nombre de constructions de logements en région Grand Est et en France métropolitaine, indice 100 décembre 2007  
En moyenne sur 12 mois glissants, source INSEE

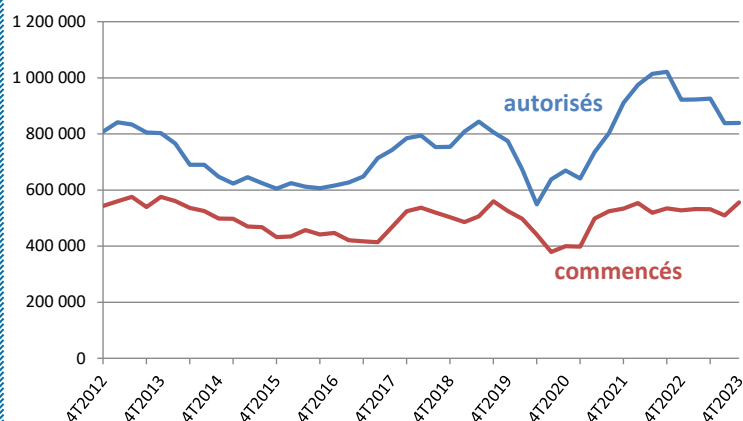
	Evolution du nombre de construction autorisées en 2023 par rapport à 2022	Evolution du nombre de constructions commencées en 2023 par rapport à 2022
Ardennes	-41%	-20%
Aube	-38%	9%
Bas-Rhin	-4%	-29%
Haute-Marne	7%	-48%
Haut-Rhin	-53%	-12%
Marne	-23%	13%
Meurthe-et-Moselle	-57%	16%
Meuse	-29%	-23%
Moselle	-41%	-10%
Vosges	-10%	-3%
<b>Grand Est</b>	<b>-35%</b>	<b>-12%</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>-25%</b>	<b>-16%</b>

Source : Ministère de la Transition écologique et solidaire

## 7 - CONSTRUCTION NON RÉSIDENTIELLE - 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2023

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

**La construction non-résidentielle se maintient.** Les autorisations de constructions de locaux continuent de faiblir dans le Grand Est (-9% en 2023, -8% au national), mais demeurent à un haut niveau avec 3,36 millions de m<sup>2</sup> sur un an. Les ouvertures de chantier de locaux progressent elles de 5% sur la même période en région, alors qu'elles se replient de 16% en France métropolitaine. Avec 2,2 millions de m<sup>2</sup> sur un an, le Grand Est enregistre même les surfaces construites les plus élevées depuis près de 10 ans. En terme de stocks, le Bas-Rhin (+61% sur un an) et la Moselle (+16%) totalisent presque la moitié des constructions de locaux en région. Tout en présentant un stock moindre, la Marne affiche également une évolution positive annuelle (+19%), les 7 autres départements sont touchés par des reculs importants, allant jusqu'à -57% en Haute-Marne, -44% dans les Ardennes ou -30% dans la Meuse et le Haut-Rhin.



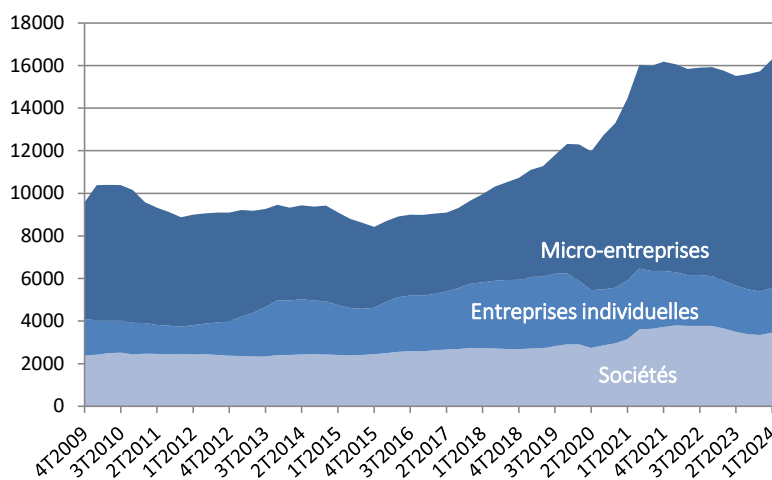
Construction de locaux en région Grand Est (en m<sup>2</sup>)  
En moyenne sur 4 trimestres glissants

	Evolution des constructions autorisées en 2023 par rapport à 2022	Evolution des constructions commencées en 2023 par rapport à 2022
Ardennes	-38%	-44%
Aube	19%	-1%
Bas-Rhin	-13%	61%
Haute-Marne	-30%	-57%
Haut-Rhin	-29%	-30%
Marne	37%	19%
Meurthe-et-Moselle	-18%	-9%
Meuse	-22%	-30%
Moselle	6%	16%
Vosges	-50%	-29%
<b>Grand Est</b>	<b>-9%</b>	<b>5%</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>-8%</b>	<b>-16%</b>

## 8 - CRÉATIONS D'ENTREPRISES - 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2024

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

**Les créations d'entreprises de nouveau en hausse.** Porté par les micro-entreprises, le nombre de créations d'entreprises a explosé à partir de fin 2020 : on compte depuis en région 15 000 à 16 000 créations chaque trimestre, contre environ 10 000 à 12 000 auparavant. Le record de 2021, avec 64 700 nouvelles immatriculations, est même dépassé, puisqu'on en compte 64 756 sur les quatre derniers trimestres (+3,7% sur un an, +3,4% au niveau national). A l'échelle départementale, tous les départements présentent une progression annuelle des créations d'entreprises (avec un maximum de 7,5% dans la Marne et de 7,4% dans la Meuse), à l'exception notable du Bas-Rhin (-2%). Encore une fois, ce sont les micro-entreprises qui portent les créations d'entreprises, avec +9% sur un an, les sociétés et les entreprises individuelles étant toujours à la baisse, de respectivement 5,3% et 5,7%. Cependant, le 1<sup>er</sup> trimestre 2024 est marqué par un quasi-record de créations de sociétés dans le Grand Est (4 081, soit 2 de moins qu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2022), et notamment dans l'industrie (+6,3%).



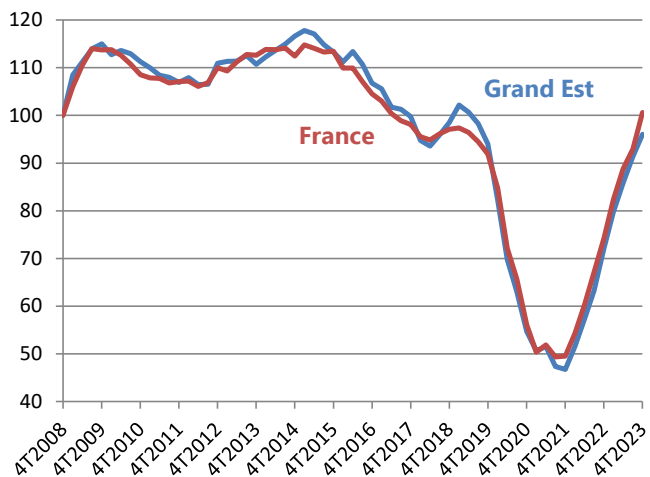
Créations d'entreprises dans la région Grand Est  
En moyenne sur 4 trimestres glissants, par type d'entreprise

	Evolution sur un an	Nombre de créations sur un an
Ardennes	5,3%	2 618
Aube	0,5%	3 569
Bas-Rhin	-2,0%	15 027
Haute-Marne	5,4%	1 466
Haut-Rhin	3,6%	9 035
Marne	7,5%	7 657
Meurthe-et-Moselle	6,5%	8 553
Meuse	7,4%	1 603
Moselle	7,0%	11 589
Vosges	4,5%	3 839
<b>Grand Est</b>	<b>3,7%</b>	<b>64 956</b>
<b>France</b>	<b>3,4%</b>	<b>1 083 302</b>

## 9 - DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES - 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2023

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, PAR DATE DE JUGEMENT D'OUVERTURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

**Les défaillances à leur niveau d'avant-crise.** Favorisé par le report des traitements des dossiers de liquidation judiciaire et les mesures de soutien liés à la crise Covid-19, le niveau des défaillances d'entreprises avait atteint en 2021 son plus bas niveau historique (1 900 sur l'année). Depuis début 2022, on assiste à une forte recrudescence des redressements et des liquidations judiciaires. Les chiffres enregistrés sont désormais semblables à ce qu'ils étaient avant la crise (environ 1000 défaillances par trimestre). Les causes sont diverses : fin des mesures de soutien public, crise énergétique, croissance des coûts de production, allongement des délais de paiement... Seuls les départements de la Meuse et des Vosges semblent résister : les autres territoires enregistrent sur un an des progressions allant de 14,5% en Meurthe-et-Moselle à 47,6% en Moselle. Les secteurs d'activité où les hausses de défaillances sont les plus prononcées sont l'hébergement-restauration, l'information-communication et les activités connexes aux entreprises.



Défaillances d'entreprises en région Grand Est et en France  
En moyenne sur 4 trimestres, glissants, base 100 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008

	Evolution du nombre de défaillances en 2023	Nombre de défaillances en 2023
Ardennes	46,9%	191
Aube	42,0%	257
Bas-Rhin	44,8%	928
Haute-Marne	26,3%	101
Haut-Rhin	32,9%	582
Marne	36,7%	462
Meurthe-et-Moselle	14,5%	458
Meuse	2,8%	109
Moselle	47,6%	670
Vosges	3,4%	241
<b>Grand Est</b>	<b>33,3%</b>	<b>3 999</b>
<b>France</b>	<b>35,6%</b>	<b>55 996</b>

## 2. EMPLOI

590 créations nettes d'emplois salariés sur un an

1 434 810 emplois salariés dans le secteur marchand,  
dont :

757 296 dans les services

299 441 dans l'industrie

258 196 dans le commerce

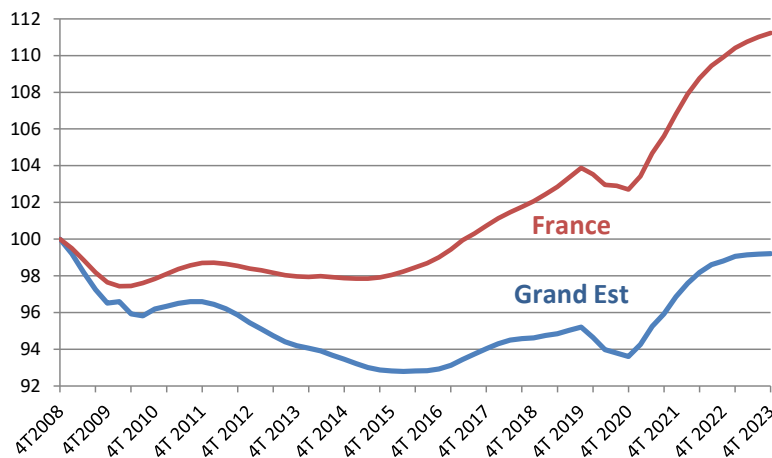
119 877 dans la construction

209 910 offres d'emploi diffusées par Pôle Emploi au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 dans le Grand Est (dont 75 022 enregistrées directement par Pôle Emploi)

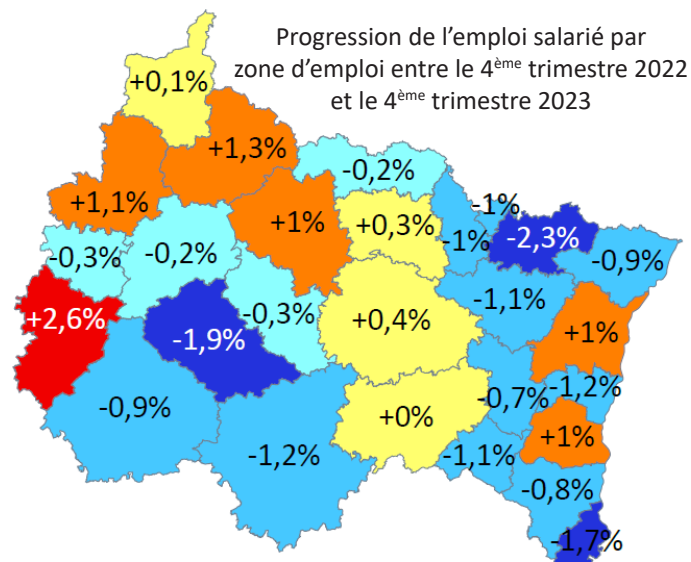
### 10 - EMPLOI SALARIÉ DU SECTEUR PRIVÉ - 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2023

SOURCE : ACOSS - URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

**L'emploi continue de progresser en France et stagne en région.** Le marché du travail a connu une reprise très soutenue dès 2021, lui permettant de redépasser rapidement son niveau d'avant-crise Covid-19, en région comme en France. Fin 2023, on compte près de 20,2 millions d'emplois salariés privés en France, 150 000 de plus en 2023, soit une progression de 0,7% (contre +1,7% en 2022). La progression annuelle est toujours bien plus faible dans le Grand Est, avec seulement +0,1% (+0,8% l'exercice précédent), et à mettre pour moitié au crédit de l'apprentissage, désormais comptabilisé dans ces chiffres. A une échelle plus fine, si 22 des 27 zones d'emploi recensaient une augmentation des effectifs salariés en 2022, elles ne sont plus que 10 sur l'année 2023 : le nord de la Champagne-Ardenne, le sillon lorrain, Strasbourg, Colmar et Romilly-sur-Seine. Les autres territoires affichent une baisse de l'emploi, plus marquée à Forbach (-2,3%), Vitry-le-François/Saint-Dizier (-1,9%) et Saint-Louis (-1,7%).



Evolution de l'emploi salarié du secteur privé\*  
Base 100 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008, moyenne sur 4 trimestres glissants  
\*tout type de contrat confondu et emploi à temps partiel compris



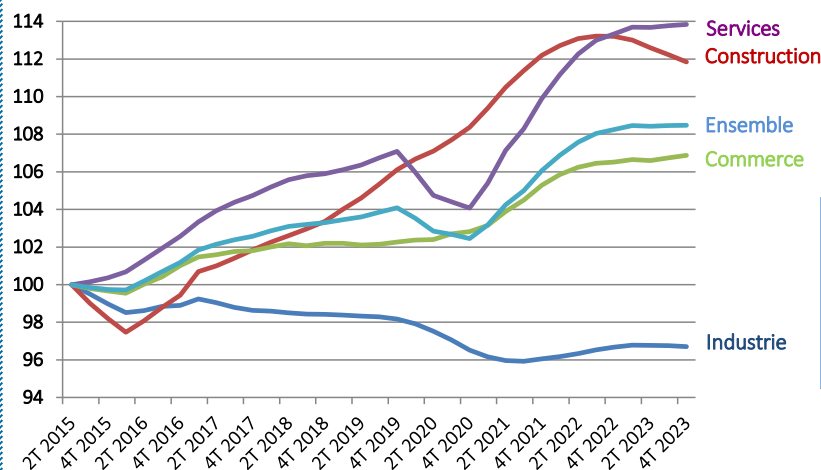


## 11 - EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITE - 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2023

SOURCE : URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES (VALEUR ABSOLUE SANS CORRECTION SAISONNIÈRE)

**L'emploi se maintient grâce aux services et au commerce.** Après deux années fortement créatrices d'emploi (+ 50 000), la dynamique s'est effondrée en 2023, puisqu'on compte seulement 590 emplois de plus sur l'année (hors apprentissage).

- **Services** : + 1 644 emplois en 2023. La progression s'étiole, suite à une augmentation de 9 000 postes l'année précédente. L'emploi est plus dynamique dans les activités financières et les assurances, et recule dans le secteur immobilier.
- **Construction** : -1,4% soit 1 649 destructions de postes sur l'année. Après une forte croissance depuis 2017 et un tassement à partir de 2021, on assiste à une forte contraction des effectifs depuis un peu plus d'un an.
- **Commerce** : +0,5% soit + 1 277 postes ; à la peine depuis un an et demi, le commerce retrouve des couleurs fin 2023.
- **Industrie** : - 683 emplois en 2023. Après un léger sursaut en 2022, avec presque 2 000 créations de postes dans l'industrie, l'embellie a été de courte durée puisque l'effectif s'affiche de nouveau à la baisse depuis une année.



Evolution de l'emploi salarié dans le secteur privé

Indice 100 au 2<sup>ème</sup> trimestre 2015, moyenne sur 4 trimestres glissants

	Nombre d'emplois au 4 <sup>ème</sup> trimestre 2023	Evolution en 2023	
		en nombre	en %
Industrie	299 441	-683	-0,2%
Construction	119 877	-1 649	-1,4%
Commerce	258 196	1 277	0,5%
Services	757 296	1 644	0,2%
<b>Total</b>	<b>1 434 810</b>	<b>590</b>	<b>0,04%</b>

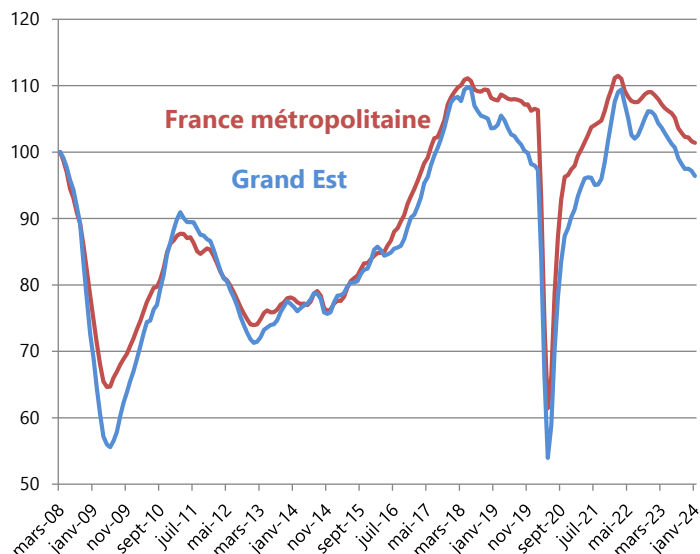
Remarque : les données présentées dans ce tableau ne sont pas corrigées des variations saisonnières

## 12 - TRAVAIL INTÉrimAIRE - JANVIER 2024

SOURCE : DARES & DREETS // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES (CVS)

**L'intérim marqué par un fort recul.** Après l'épisode Covid-19, où le nombre d'intérimaires dans le Grand Est était passé en dessous des 30 000, un niveau exceptionnel avait été atteint début 2022 avec un pic à 72 473 intérimaires, deuxième plus haut niveau historique après celui de 2017. Depuis, à l'exception d'un soubresaut fin 2022, leur nombre baisse fortement et ils sont un peu moins de 63 000 au mois de janvier 2024 (10 000 de moins qu'il y a deux ans). Sur un an, seule la Moselle résiste (-0,7%), tandis que les pertes sont importantes dans l'Aube (-15,4%) ou dans le Bas-Rhin (-12,5%). Sur les trois derniers mois, le recul est bien plus important dans le Grand Est (-1 500 emplois soit -2,3%) qu'en France (-0,7%). Le secteur de l'industrie et celui du commerce sont les plus touchés par le faiblissement de l'intérim, avec respectivement -11,7% et -9,8% sur un an.

	Evolution sur trois mois	Evolution sur un an
Ardennes	-5,6%	-5,0%
Aube	-3,4%	-15,4%
Bas-Rhin	-1,6%	-12,5%
Haute-Marne	-8,3%	-12,1%
Haut-Rhin	-1,3%	-9,8%
Marne	-2,4%	-7,9%
Meurthe-et-Moselle	-1,6%	-11,1%
Meuse	0,1%	-5,2%
Moselle	-2,5%	-0,7%
Vosges	-2,9%	-12,1%
<b>Grand Est</b>	<b>-2,3%</b>	<b>-8,4%</b>
<b>France</b>	<b>-0,7%</b>	<b>-6,1%</b>



Evolution de l'emploi intérimaire

Moyenne sur 3 mois glissants, base 100 en mars 2008

# 3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2024

411 280 demandeurs d'emploi de catégorie ABC\*  
(234 340 en catégorie A)

54 880 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans  
(33 360 en catégorie A)

113 660 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans  
(67 060 en catégorie A)

7,4% taux de chômage dans la région (4<sup>ème</sup> trimestre 2023)

\*Catégorie A : personne sans emploi

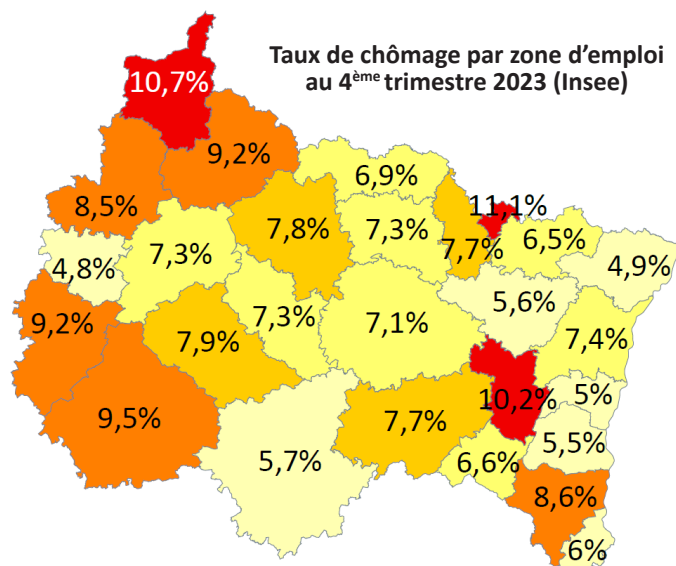
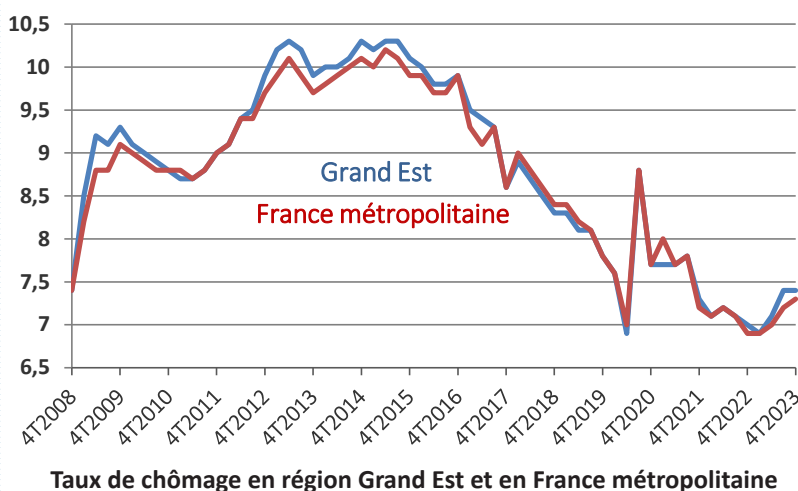
\*Catégorie B : personne ayant exercé une activité de 78h maximum par mois

\*Catégorie C : personne ayant exercé une activité de plus de 78h par mois

## 13 - TAUX DE CHÔMAGE - 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2023

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

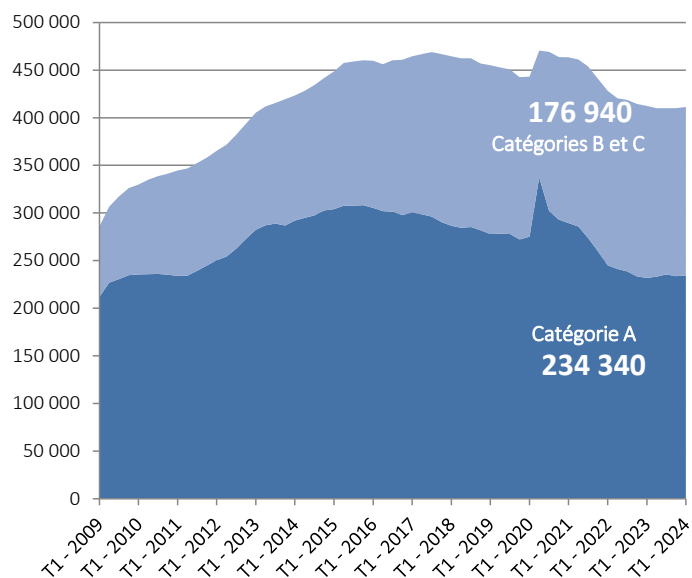
**Le chômage à nouveau à la hausse.** Alors qu'il dépassait les 10% en 2015, le taux de chômage dans le Grand Est a reculé continuellement depuis (à l'exception de l'épisode Covid-19), passant même pour la première fois depuis 2008 sous la barre des 7%, avec 6,9% au 1<sup>er</sup> trimestre 2023. Cependant, on note aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestres 2023 une croissance cumulée de 0,5 point, sensiblement au dessus de celle enregistrée en France métropolitaine (+0,4 point sur l'année). Toutes les zones d'emploi régionales témoignent de l'augmentation du chômage sur un an, les progressions les plus notables (jusqu'à +0,8 point) sont enregistrées dans des territoires déjà fragilisés (Charleville-Mézières, Mulhouse, St-Dié-des-Vosges). A l'inverse, la plupart des territoires où le chômage est faible, aux alentours des 5-6%, affiche des croissances modérées (+0,1 à +0,2 point) : Sélestat, Saint-Louis, Colmar, Chaumont. Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023, le chômage se stabilise à 7,4% de la population active dans le Grand Est.



## 14 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C) - 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2024

SOURCE : FRANCE TRAVAIL // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

**Le nombre de demandeurs d'emploi se stabilise.** Après le record du 2<sup>ème</sup> trimestre 2020, avec 470 000 inscrits à France Travail en catégorie ABC en région, la baisse a été importante jusque fin 2022. Depuis, on assiste à un fort ralentissement, avec seulement 1 250 demandeurs d'emploi de moins sur un an (contre -50 000 les deux années précédentes). Sur un trimestre, on note même une légère hausse (+0,3%). La tendance annuelle de la France métropolitaine est quant-à-elle négative (+0,7%). On constate depuis plusieurs trimestres que la situation des hommes ne s'améliore pas autant que pour les femmes, et se dégrade même sur un an en région (+0,4% contre -0,9% de demandeuses d'emploi). Au niveau départemental, pour les trois derniers mois, seules la Marne et la Meurthe-et-Moselle affichent un recul du nombre de demandeurs, des hausses sont observées partout ailleurs, jusqu'à +1,1% en Haute-Marne et +0,7% dans le Haut-Rhin.



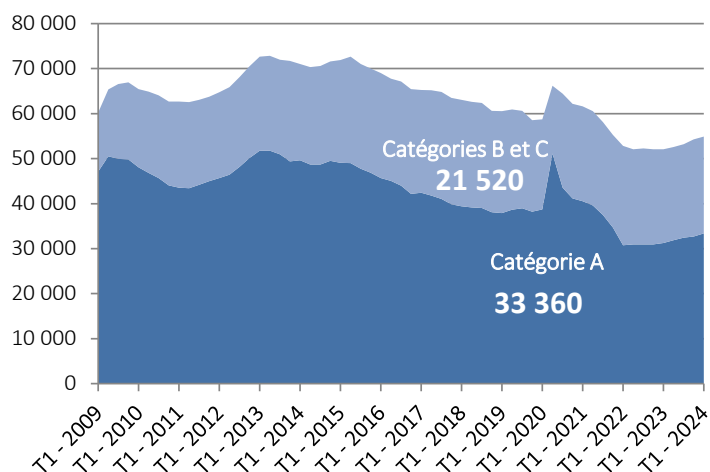
Catégorie A, B et C	Evolution au 1er trimestre 2024	Evolution sur un an
Ardennes	0,2%	-1,2%
Aube	0,5%	-1,7%
Bas-Rhin	0,4%	-0,5%
Haute-Marne	1,1%	-0,9%
Haut-Rhin	0,7%	1,6%
Marne	-0,6%	0,2%
Meurthe-et-Moselle	-0,2%	-0,5%
Meuse	0,3%	0,6%
Moselle	0,5%	-0,9%
Vosges	0,5%	-0,1%
<b>Grand Est</b>	<b>0,3%</b>	<b>-0,3%</b>
<i>dont hommes</i>	<i>0,5%</i>	<i>-0,4%</i>
<i>dont femmes</i>	<i>0,1%</i>	<i>-0,9%</i>
France métropolitaine	0,1%	0,7%

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en région Grand Est

## 15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS - 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2024

SOURCE : FRANCE TRAVAIL // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

**L'inversion de tendance se confirme.** Les jeunes demandeurs d'emploi ont fortement profité de la reprise économique post-Covid, leur nombre rejoignant ainsi début 2022 son niveau le plus bas depuis 2008. Le plancher semble avoir été atteint à 52 000, puisque l'effectif, qui s'était stabilisé en 2022, a progressé tout le long de l'année 2023. Au premier trimestre 2024, on comptabilise 54 880 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans dans le Grand Est. Tous les départements présentent des augmentations sur un trimestre comme sur une année, même si la Meuse ou la Marne sont marquées par des tendances haussières moins inquiétantes que celles enregistrées en Moselle ou dans les départements alsaciens. Au global, on observe une progression annuelle du nombre de jeunes demandeurs d'emploi en région de 5,3%, légèrement plus élevée que celle de la France métropolitaine (+4,2%).



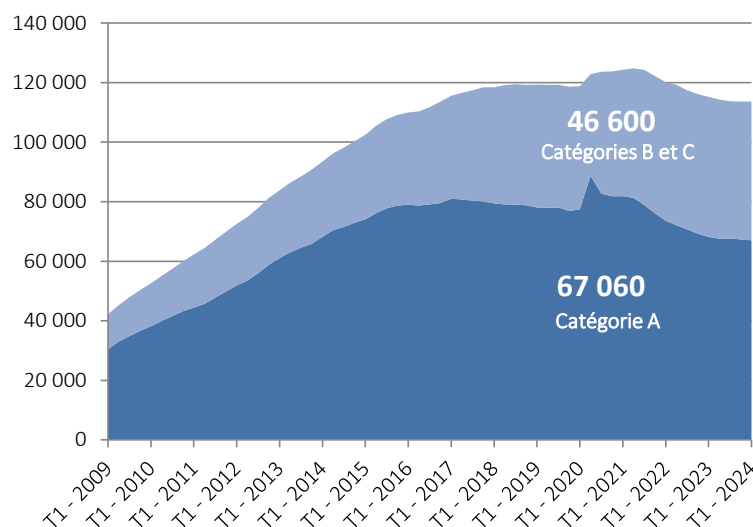
Catégories A,B et C	Evolution au 1er trimestre 2024	Evolution sur un an
Ardennes	0,6%	5,5%
Aube	2,1%	4,3%
Bas-Rhin	0,9%	7,6%
Haute-Marne	2,3%	5,4%
Haut-Rhin	1,7%	8,7%
Marne	0,0%	2,9%
Meurthe-et-Moselle	0,1%	4,6%
Meuse	1,7%	0,0%
Moselle	1,5%	5,1%
Vosges	2,3%	2,6%
<b>Grand Est</b>	<b>1,1%</b>	<b>5,3%</b>
<i>dont hommes</i>	<i>1,4%</i>	<i>5,9%</i>
<i>dont femmes</i>	<i>0,6%</i>	<i>4,7%</i>
France métropolitaine	0,0%	4,2%

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en région Grand Est

## 16 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS - 1<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2024

SOURCE : FRANCE TRAVAIL // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

**Un dernier semestre statique.** Si l'embellie constatée sur le marché du travail après la crise Covid n'avait dans un premier temps pas profité aux seniors, le nombre de demandeurs d'emploi s'est réduit depuis mi-2021 (-11 000 sur trois ans). Au 1<sup>er</sup> trimestre 2024, on comptabilise 113 660 demandeurs de plus de 50 ans en catégories A, B et C (-1,3% sur un an, mieux que le niveau national avec -0,5%). Cependant, l'effectif ne baisse plus depuis deux trimestres. Sur un an, seule la Meuse présente une augmentation des effectifs. A l'inverse, les plus forts reculs (aux alentours des 2%) sont enregistrés dans l'Aube, les Ardennes, le Bas-Rhin et la Moselle. A l'instar des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, il est à noter que la dynamique est plus favorable pour les femmes que pour les hommes.



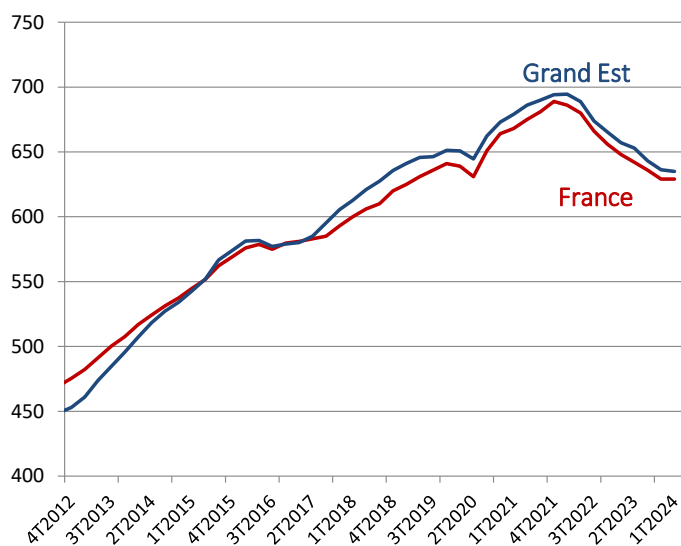
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en région Grand Est

Catégories A, B et C	Evolution au 1er trimestre 2024	Evolution sur un an
Ardennes	-0,5%	-2,0%
Aube	-0,6%	-2,6%
Bas-Rhin	0,1%	-2,3%
Haute-Marne	-0,3%	-1,8%
Haut-Rhin	0,2%	-0,6%
Marne	-0,6%	0,0%
Meurthe-et-Moselle	0,4%	-1,1%
Meuse	-0,5%	1,1%
Moselle	0,1%	-1,9%
Vosges	0,5%	-0,5%
<b>Grand Est</b>	<b>0,0%</b>	<b>-1,3%</b>
<i>dont hommes</i>	<i>0,1%</i>	<i>-1,1%</i>
<i>dont femmes</i>	<i>-0,1%</i>	<i>-1,6%</i>
<b>France métropolitaine</b>	<b>-0,1%</b>	<b>-0,5%</b>

## 17 - ANCIENNETÉ MOYENNE D'INSCRIPTION À FRANCE TRAVAIL - 1<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2024

SOURCE : FRANCE TRAVAIL // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

**Le nombre de demandeurs d'emploi longue durée (LD) au plus bas depuis 10 ans.** Observée depuis début 2021, la forte contraction de la demande d'emploi longue durée (au-delà d'un an) semble s'essouffler, avec -2,3% sur un an dans le Grand Est (-6,8% il y a un semestre). La baisse est cependant plus significative qu'à l'échelle métropolitaine (-0,1%). Au 1<sup>er</sup> trimestre 2024, elle concerne en région encore 183 110 personnes (70 000 en 2008), même si sa part dans l'ensemble des demandeurs d'emploi continue de baisser (44,5% contre 51,5% début 2021). Il est à noter que sur le dernier trimestre, 6 départements sur 10 attestent d'une progression du nombre de demandeurs d'emploi LD. En moyenne, dans le Grand Est, une personne est inscrite à France Travail depuis 635 jours (629 en France). C'est 22 jours de moins en un an. Tous les départements s'affichent à la baisse depuis deux ans, même si le recul tend à se modérer ces derniers trimestres.



Ancienneté moyenne d'inscription à Pôle Emploi, en jours

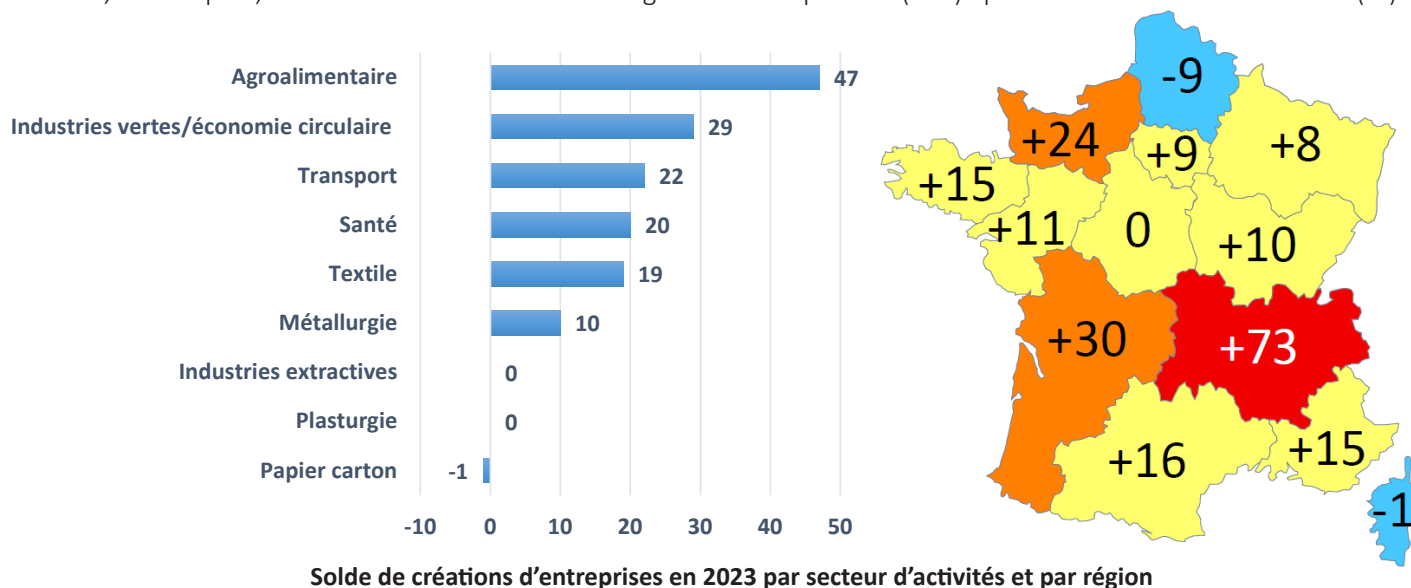
Catégories A, B et C	Evolution au 1er trimestre 2024	Evolution sur un an
Ardennes	0,0%	-4,8%
Aube	-0,1%	-4,7%
Bas-Rhin	0,7%	-3,7%
Haute-Marne	0,2%	-4,4%
Haut-Rhin	1,3%	-0,8%
Marne	0,7%	1,9%
Meurthe-et-Moselle	0,0%	-1,7%
Meuse	1,0%	1,0%
Moselle	-0,2%	-4,3%
Vosges	0,8%	0,9%
<b>Grand Est</b>	<b>0,4%</b>	<b>-2,3%</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>0,6%</b>	<b>-0,1%</b>

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi LD dans le Grand Est

## 18 - SOLDE DE CREATIONS D'ENTREPRISES DANS L'INDUSTRIE - 2023

SOURCE : MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

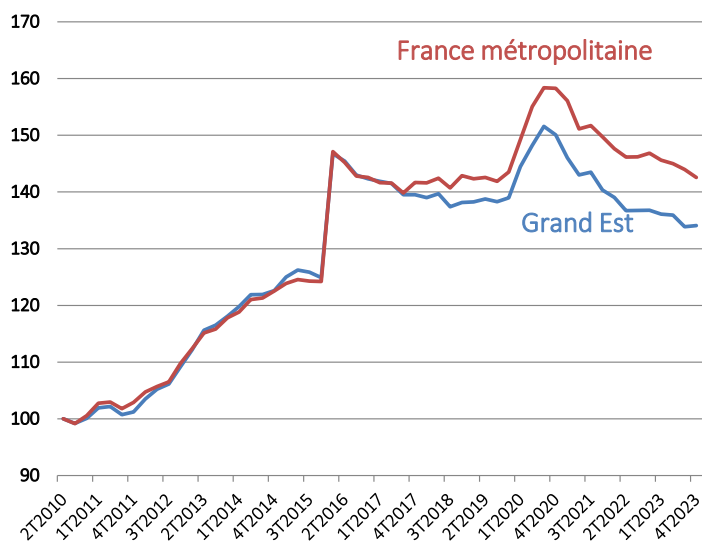
**Reconquête industrielle.** Depuis début 2023, l'Etat travaille à la création d'un baromètre permettant de mesurer l'évolution industrielle du pays. Il comptabilise le nombre net de nouveaux sites industriels et d'extensions significatives de sites industriels. Le solde est positif en 2023, avec +201 (354 ouvertures ou extensions contre 153 fermetures ou réductions), après une année 2022 à +176. Le solde des seules ouvertures-fermetures est de +57 (+49 en 2022). L'Auvergne-Rhône-Alpes pèse un tiers des créations à elle-seule (73), devant Nouvelle-Aquitaine (30) et Normandie (24). Le Grand Est évolue favorablement, avec 8 créations en 2023, contre 0 en 2022. Seuls les Hauts-de-France et la Corse affiche une évolution négative. Au niveau sectoriel, comme en 2022, c'est l'agroalimentaire qui est le plus dynamique (+47), devant les industries vertes, le transport, la santé et le textile. La métallurgie redevient positive (+10) après une mauvaise année 2022 (-4).



## 19 - REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE - 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2023

SOURCE : CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

**18 000 allocataires RSA de moins en trois ans.** Après le pic historique fin 2020 avec près de 155 000 allocataires en région, leur nombre a fortement décliné en 2021 et 2022. La baisse est moins significative en 2023 (- 2700 personnes soit -2%), mais avec 136 620 allocataires, il s'agit du plus faible effectif depuis le changement des règles de calcul en 2016. Sur un an, tous les départements présentent un recul (de - 0,3% dans les Vosges à -4,3% dans la Meuse). Seul le Haut-Rhin n'affiche pas d'amélioration. On compte 1 636 560 allocataires RSA en France métropolitaine, soit 180 000 de moins que fin 2020. Sur les quatre derniers trimestres, la baisse enregistrée est un peu plus sensible qu'en région, avec - 2,9%.



	Evolution du nombre d'allocataires en 2023		Nombre d'allocataires au 4 <sup>ème</sup> trimestre 2023	
Ardennes	-3,9%		8 990	
Aube	-2,0%		9 200	
Bas-Rhin	-3,1%		25 220	
Haute-Marne	-2,9%		4 090	
Haut-Rhin	0,0%		15 250	
Marne	-1,7%		14 390	
Meurthe-et-Moselle	-1,6%		20 720	
Meuse	-4,3%		4 430	
Moselle	-1,8%		24 190	
Vosges	-0,3%		10 140	
<b>Grand Est</b>	<b>-2,0%</b>		<b>136 620</b>	
<b>France métropolitaine</b>	<b>-2,9%</b>		<b>1 636 560</b>	

Base 100 au deuxième trimestre 2010. Nb : au 1er janvier 2016 les règles de calcul du nombre d'allocataires ont changé d'où la rupture de la courbe

Evolution du nombre d'allocataires du RSA

# 4. TRANSFRONTALIER

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023

213 840 travailleurs frontaliers

124 022 au Luxembourg  
40 996 en Allemagne\*  
40 583 en Suisse  
8 239 en Belgique\*\*

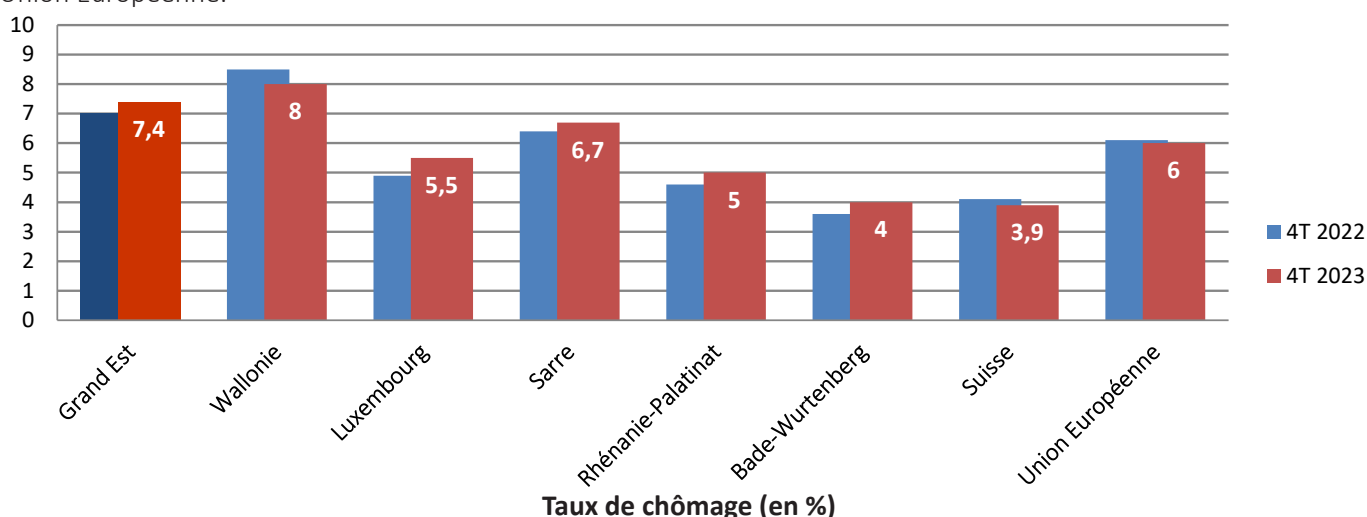
\* Données 2<sup>ème</sup> trimestre 2021

\*\* Données non actualisées depuis 2020

## 20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER - 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2023

SOURCES : INSEE (FRANCE), MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE (BELGIQUE), STATEC (LUXEMBOURG), BUNDESAGENTUR FÜR ARBEIT (ALLEMAGNE), OFS (SUISSE), EUROSTAT (UE) // TYPE DE DONNÉES : BRUTES ET CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

**Le chômage progresse en France, au Luxembourg et en Allemagne.** En 2021, les taux de chômage dans l'environnement transfrontalier était en recul, à la faveur du redressement des activités économiques post Covid-19. Si en 2022, ils se sont stabilisés, on observe en 2023 une augmentation des taux en France, au Luxembourg et en Allemagne. Les Länder allemands présentent des progressions de l'ordre de 0,4 point sur un an, et les prévisions pour 2024 annoncent une accélération de la hausse. Sur un an, on note une croissance significative du chômage au Luxembourg (+0,6 point), qui atteint 5,5% fin 2023. A l'inverse, le taux de chômage wallon continue de reculer sur la même période (-0,5 point), même s'il demeure le plus élevé de l'environnement transfrontalier, avec 8%. La dynamique est aussi positive en Suisse (-0,2 point), qui affiche désormais le plus faible taux des 7 territoires, avec 3,9%. Enfin, le chômage demeure à 6% au sein de l'Union Européenne.



## 21 - FRONTALIERS DE LA RÉGION GRAND EST - 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2023

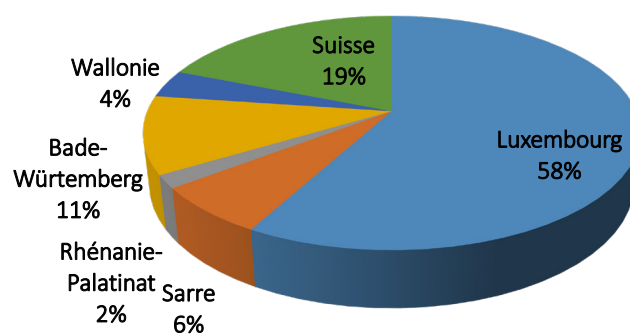
SOURCE : STATEC – INSEE – OIE - IBA - OFS - BUNDESAGENTUR FÜR ARBEIT

**L'attractivité du Luxembourg s'estompe en 2023.** A la faveur d'une forte reprise de l'emploi transfrontalier après la crise Covid-19, la barre des 200 000 travailleurs frontaliers dans le Grand Est a été franchie fin 2021 et des 210 000 seulement un an plus tard. On assiste depuis à une légère accalmie, puisqu'on compte « seulement » 3 700 frontaliers de plus sur un an : 3 200 vers le Luxembourg et 500 en direction de la Suisse. En 2023, le Grand-Duché a moins attiré de nouveaux travailleurs frontaliers que les années précédentes : sur les dix dernières années, on enregistre en moyenne une progression annuelle de 4,4% (contre 2,8% l'an passé). Ils sont tout de même un peu plus de 124 000 fin 2023 (ils étaient moitié moins en 2006). 40 583 habitants du Grand Est travaillent en Suisse. Pour ce qui concerne l'Allemagne, ils seraient 40 996 répartis sur 3 Länder (les derniers éléments consolidés datent de 2021). Pour rappel, ils étaient 60 000 en 2000. Enfin, la Belgique comptait 8 239 travailleurs frontaliers en 2020 résidant dans la région, chiffre en stabilisation.

	Nombre de frontaliers au 4 <sup>ème</sup> trimestre 2023	Evolution en 2023	Evolution annuelle moyenne ces 10 dernières années
Luxembourg	124 022	+2,8%	+4,4%
Suisse	40 583	+1,4%	+2%
Allemagne*	40 996		
Belgique**	8 239		

(\*) Données 2<sup>ème</sup> trimestre 2021

(\*\*) Données non actualisées depuis 2020



Destination des travailleurs frontaliers de la région Grand Est

Réalisation : Groupe de Travail Spécialisé Conjoncture  
du CESER Grand Est (17 membres)

Président : Jean-Paul NOLLET  
Vice-Président : Michèle TREMOLIERES  
Rapporteuse : Chantal BERTHELEMY

Chargé de mission : Nicolas BRIZION

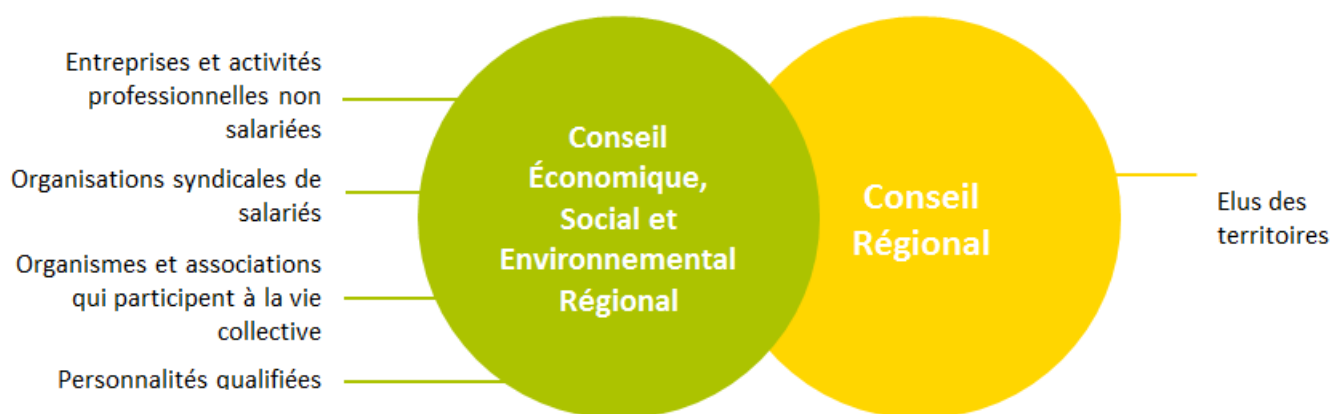
Le CESER est une assemblée consultative, porte-voix de la société civile organisée, dont les fonctions sont autant de mettre à jour et de relayer les débats en cours dans l'espace régional que d'être un agitateur d'idées, un laboratoire pour la valorisation de la démocratie participative. Il est donc d'autant plus utile dans une période de grave désaffection citoyenne à l'égard du monde politique et de la chose publique en général.

Les membres qui composent l'Assemblée du CESER sont issus de divers horizons de la société civile organisée parmi lesquels des responsables d'entreprises, syndicalistes, responsables associatifs, agriculteurs, artisans, universitaires, responsables culturels, représentants des professions libérales ou encore défenseurs de l'environnement...

Ils débattent ensemble de l'avenir de leur région de manière constructive et en dehors de toute prise de position partisane. Le CESER est l'une des rares assemblées où, par exemple, patronat et syndicats, ou encore agriculteurs et environnementalistes se réunissent afin de réfléchir sereinement aux enjeux stratégiques régionaux.

Le CESER détient une mission centrale : donner aux élus régionaux l'éclairage de la société civile organisée sur toutes les affaires pouvant concerner la région.

## LE CESER, SECONDE ASSEMBLÉE RÉGIONALE



Retrouvez toutes les infos du CESER Grand Est sur internet : [www.ceser-grandest.fr](http://www.ceser-grandest.fr)

### Suivez-nous

sur les réseaux sociaux pour ne rien manquer de nos actualités :

 @cesergrandest

 @ceserge

#### Site de Châlons-en-Champagne

5, rue de Jéricho - CS70441 - 51037 Châlons-en-Champagne Cedex  
Tél : 03 26 70 31 79

#### Site de Metz

1 Place Gabriel Hocquard - CS 81004 - 57036 Metz Cedex 01  
Tél : 03 87 33 60 26

#### Site de Strasbourg

1 Place Adrien Zeller - BP 91006 - 67070 Strasbourg Cedex  
Tél : 03 88 15 68 00

**CESER**  
ALSACE  
CHAMPAGNE-ARDENNE  
LORRAINE **Grand Est**